

9/04/94

RWANDA

Le premier ministre a été assassiné lors des massacres qui ont suivi la mort du chef de l'Etat

La capitale du Rwanda, Kigali, a sombré dans la guerre civile, jeudi 7 avril, après la mort du président Juvénal Habyarimana, dont l'avion a été abattu alors qu'il allait atterrir sur l'aéroport de la ville. Des soldats rwandais ont tué dix « casques bleus » belges de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (MINUAR), le premier ministre, Agathe Uwilingiyimana, et dix-neuf prêtres et religieuses rwandais d'une mission jésuite.

Le fracas des tirs de mortier et des rafales d'armes automatiques résonnait toujours, vendredi matin, dans de nombreux quartiers de la capitale. La garde présidentielle, composée de sept cents hommes recrutés pour la plupart dans le nord du pays, dans les provinces de Ruhengeri et de Gisenyi (région natale de Juvénal Habyarimana), semble vouloir venger aveuglément la mort du président.

L'ensemble de l'opposition, nous signale notre correspondant régional, Jean Hélène, est pris pour cible : le Mouvement démocrate républicain (qui rassemble les opposants hutus du Sud), le Parti libéral (PL, parti « mixte ») et le Front patriotique rwandais (FPR, tutsi). Le premier ministre, Agathe Uwilingiyimana, assassinée ainsi que sa famille, était issue du Mouvement démocratique républicain (MDR), le principal parti d'opposition au président Habyarimana. Cette femme de caractère, âgée de quarante et un ans, avait été nommée premier ministre en juillet dernier. C'est en couvrant sa fuite que dix « casques bleus » ont été appréhendés, puis emmenés et exécutés, selon un communiqué du ministère belge de la défense.

Selon des responsables de l'ONU, le bilan des affrontements de jeudi est « particulièrement élevé ». Les dix « casques bleus » belges ont été tués après avoir été désarmés par des éléments de la garde présidentielle, alors qu'ils se rendaient à l'aéroport pour enquêter sur les circonstances de la mort du président et de son homologue rwandais, Cyprien Ntaryamira.

La garde a en outre enlevé des dirigeants de l'opposition ainsi que leurs familles, notamment le ministre du travail, Landouald Ndasungwa (un responsable tutsi

du Parti libéral), ceux de l'information et de l'agriculture, le président du tribunal constitutionnel et celui de l'Assemblée nationale. La garde présidentielle s'en est également pris au quartier général du FPR et à ses troupes, cantonnées dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. Quant aux soldats qui ont tué dix-neuf prêtres et reli-

gieuses rwandais au centre Christus, une mission jésuite, ils n'ont pas été identifiés. Les Pères jésuites belges et des religieuses espagnoles présents dans la mission ont été épargnés.

En liaison étroite avec la Belgique, la France étudie l'évacuation de ses 600 ressortissants, et attend, avant de prendre la décision d'en-

voyer des avions qui pourraient venir de la République centrafricaine (où les troupes françaises sont en état d'alerte), que la sécurité de l'aéroport soit assurée par les militaires belges participant à la force de l'ONU actuellement déployée au Rwanda.

Les 2 519 « casques bleus » présents dans le pays, originaires de 23 pays mais surtout du Bangladesh (937 hommes), du Ghana (841) et de Belgique (428) se retrouvent dans une situation difficile. Mardi dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU avait prorogé de quatre mois le mandat de la MINUAR, en avertissant qu'il procéderait à un réexamen du rôle des Nations unies au Rwanda si les accords de paix d'Arusha n'entraient pas en application. La MINUAR s'était déployée au Rwanda pour veiller à l'application de ces accords. Ses troupes avaient remplacé les deux compagnies françaises envoyées à Kigali par Paris, pendant la guerre entre l'armée gouvernementale et la rébellion tutsie.

Au Burundi, la situation est restée calme. Le président de l'Assemblée nationale, Sylvestre Ntibantunganya, assure l'intérim de la présidence après la mort du président Cyprien Ntaryamira, tué dans le même accident d'avion que son homologue rwandais. Le gouvernement a décrété un deuil national de trois jours. - (AFP, Reuter.)



Bruxelles souhaite élargir la mission des « casques bleus »

BRUXELLES

de notre correspondant

Le gouvernement belge devait se réunir, vendredi 8 avril, pour examiner les mesures à prendre au Rwanda, éventuellement avec la France. Le roi et la reine qui se trouvaient à l'étranger, ont décidé de rentrer à Bruxelles. Le premier ministre, Jean-Luc Dehaene, en vacances hors du pays, et le ministre des affaires étrangères, Willy Claes, en mission en Roumanie, devaient aussi regagner la Belgique, vendredi matin.

Jeudi soir, M. Claes a fait savoir qu'il souhaitait que les Nations unies autorisent un élargissement du mandat des « casques bleus ». Bruxelles tient à ce que la sécurité de l'aéroport de Kigali soit assurée, ne serait-ce que pour procéder à une

éventuelle évacuation de ses 1 500 ressortissants présents au Rwanda, dont 900 à Kigali. Le ministre de la défense, Léopold Delcroix, a déclaré à la radio que 2 000 parachutistes, en état d'alerte, étaient, si nécessaire, prêts à s'envoler vers l'Afrique.

Les dix « casques bleus » belges tués, jeudi, faisaient partie du contingent de 400 hommes que la Belgique avait envoyé en novembre 1993 pour participer à la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR). Les accords d'Arusha, signés en août 1993, prévoyaient la mise en place d'un gouvernement de transition sous la supervision de l'ONU.

Les dix soldats tués étaient chargés de la protection des membres du gouvernement. Ils ont été désarmés puis exécutés dans un camp par des membres

de la garde présidentielle. Celle-ci a procédé à des représailles aveugles après l'attentat qui a coûté la vie au président Habyarimana. Avant ces tragiques événements, un débat était déjà ouvert en Belgique pour savoir s'il valait mieux se retirer à la fin du mandat des Nations unies ou obtenir un mandat élargi.

Interrogé, vendredi matin, par la RTBF, le colonel Marchal, chef du contingent belge de la MINUAR, a indiqué que de violents combats avaient eu lieu, la veille, entre la garde présidentielle et d'autres forces rwandaises qui ont pris le dessus. A son avis, « un sérieux nettoyage a été fait », qui autoriserait quelque espoir de retour au calme après la réunion, vendredi 8 avril, d'un « comité de crise » entre Rwandais.

JEAN DE LA GUÉRIVÈRE